



Conseil des arts
du Canada

Canada Council
for the Arts



CONTEXT IS EVERYTHING

SONDAGE ÉCLAIR DE LA COMMUNAUTÉ ARTISTIQUE

Préparé pour le Conseil des arts du Canada

Décembre 2024

Alex Mazanik, PAIM

amazonik@crg.ca

416-820-7026

50, rue Carroll, Toronto (Ontario)

William Schatten, PAIM

wschatten@crg.ca

416-388-9455

www.crg.ca

TABLE DES MATIÈRES

1	RÉSUMÉ.....	1
2	INTRODUCTION.....	2
3	MÉTHODE.....	2
4	GLOSSAIRE.....	3
5	OBSERVATIONS SUR LE RAPPORT.....	4
5.1	Résultats compilés.....	4
5.2	Test d’hypothèse.....	4
5.3	Arrondissement.....	4
5.4	Tableaux de données supplémentaires.....	4
6	CONSTATS DÉTAILLÉS.....	5
6.1	Santé financière.....	5
6.1.1	Sécurité financière.....	5
6.1.2	Lacunes et difficultés financières.....	6
6.1.3	Variation du revenu total ou du chiffre d’affaires.....	8
6.1.4	Variation des dépenses.....	10
6.1.5	Importance de l’ajout de financement public.....	12
6.1.6	Domaines nécessitant du financement ou du soutien supplémentaire.....	13
6.2	Pratique artistique (artistes et groupes).....	14
6.2.1	Préservation des retombées artistiques.....	14
6.2.2	Occasions de présenter son travail.....	15
6.2.3	Poursuite du travail dans le milieu artistique.....	17
6.2.4	Santé mentale et bien-être.....	18
6.3	Effectifs (organismes).....	19
6.3.1	Variation de l’effectif.....	19
6.3.2	Recrutement et rétention du personnel.....	20
6.3.3	Santé mentale et bien-être.....	21
6.4	Programmation et participation du public (organismes).....	21
6.4.1	Préservation des retombées.....	22
6.4.2	Variation de la participation du public.....	22
6.5	Retombées du financement public.....	23

6.5.1	Financement public externe.....	23
6.5.2	Retombées sur les artistes, les groupes et les organismes	24
6.5.3	Retombées sur les communautés	25
7	CONCLUSION.....	26

1 RÉSUMÉ

Ces deux dernières années, le secteur artistique a été confronté à des difficultés considérables sur les plans des finances, des opérations et des effectifs. Les répondants (artistes et personnes représentant des groupes et des organismes) ont parlé d'enjeux ayant compromis leur capacité à s'adapter, à prospérer et à élargir leur travail. Même si le financement public a sans aucun doute aidé les artistes, les groupes et les organismes à affronter certaines de ces difficultés, le milieu demeure précaire, ce qui met en évidence l'importance d'un soutien accru pour transformer et adapter le secteur et en assurer la viabilité.

Santé financière

Les difficultés de financement, la hausse des coûts et la baisse des entrées d'argent ont grandement miné la santé financière du secteur. Nombre de répondants ont fait état d'une hausse de leurs dépenses, parallèlement à une baisse de leur chiffre d'affaires ou de leurs revenus totaux. Sans surprise, ces personnes ont toutes insisté sur la nécessité absolue d'augmenter le financement public pour se transformer et s'adapter afin d'être plus durables, notamment en ce qui concerne la diversification des flux de rentrée, le développement des marchés et des réseaux, la hausse de la participation du public, l'amélioration de l'accessibilité et le développement des donateurs, ainsi que l'optimisation du recrutement, de la rétention et de l'engagement du personnel.

Pratique artistique (artistes et groupes)

Les artistes et les groupes ont rencontré des obstacles majeurs à la préservation des retombées de leurs œuvres. Les occasions de présenter leur travail en personne se sont raréfiées, et beaucoup de répondants ont parlé d'enjeux touchant la santé mentale et le bien-être. S'ajoutant aux difficultés financières, ces éléments font qu'il est de plus en plus difficile pour les artistes de continuer leur pratique.

Effectifs (organismes)

Les organismes ont fait état de diverses variations dans leur effectif, qui a dans certains cas augmenté, et dans d'autres, il a diminué. Même si les organismes recevant du financement public étaient plus susceptibles d'avoir grossi leurs rangs, globalement, le recrutement et la rétention du personnel posent des difficultés majeures. La plupart des organismes ont en outre indiqué que leur personnel vivait des enjeux de bien-être et de santé mentale semblables à ceux touchant les artistes et les membres de groupes.

Programmation et participation du public (organismes)

Même si la participation du public a augmenté, tant en présentiel qu'en ligne, de nombreux organismes ont trouvé difficile de préserver les retombées de leur programmation en raison de l'augmentation des coûts et de la diminution de leurs revenus. Cette croissance ne pourra être soutenue sans financement supplémentaire. Aussi aux prises avec des difficultés sur les plans des finances et des effectifs, beaucoup d'organismes ont dit peiner à poursuivre leurs opérations.

Retombées du financement public

Pour la majorité des artistes, groupes et organismes, le financement public a joué un rôle déterminant dans l'atténuation du stress financier et dans la capacité d'élargir leurs activités et d'essayer de nouvelles idées. Au-delà des retombées directes, ce financement a eu des effets positifs sur les

communautés, puisqu'il a amélioré la visibilité des arts, le bien-être des collectivités et les économies locales. Il faut cependant un financement public stable et accru pour protéger la pérennité du secteur et sa capacité à véritablement contribuer à la société.

Malgré ces défis, les artistes, groupes et organismes veulent s'adapter et rendre leurs activités plus durables. Le financement public est vu comme une composante essentielle de cette transformation, qui fournira les ressources nécessaires non seulement à la survie, mais aussi à la prospérité du secteur. Avec un soutien accru, le milieu pourra continuer d'enrichir réellement le capital économique et culturel des communautés du Canada.

2 INTRODUCTION

Le Conseil des arts du Canada (le Conseil) a retenu les services du Context Research Group (CRG) pour réaliser un sondage national visant à éclairer les défis et les besoins du secteur artistique au Canada.

L'objectif était d'obtenir de l'information actuelle sur les besoins du secteur dans un contexte post-pandémique et d'orienter les mesures à adopter pour renforcer le soutien public du secteur.

Le sondage a permis de clarifier les besoins et les difficultés dans ce contexte, notamment quant aux aspects suivants :

- Intention de continuer à travailler ou à œuvrer dans le milieu artistique.
- Mesure du rétablissement des répercussions financières de la pandémie.
- Expérience en contexte pandémique sur le plan des effectifs, de l'épuisement professionnel et des difficultés de santé mentale.
- Solutions pour améliorer la durabilité, l'adaptabilité et la résilience dans le secteur.

3 MÉTHODE

Un sondage a été mené en ligne à l'aide du CAWI (Computer-Assisted Web Interview), dans les deux langues officielles, du 20 juin au 19 juillet 2024. Il a été envoyé à 31 431 individus, groupes et organismes ayant demandé ou reçu du soutien d'un programme de financement du Conseil des arts entre 2021 et 2024. Pendant la même période, il a aussi été envoyé à d'autres organismes et parties prenantes par des bailleurs de fonds de niveau national, provincial et municipal.

Au total, quelque 7 255 répondants ont participé à la démarche, soit 5 791 artistes et groupes, et 1 464 organismes (dont 600 ayant reçu une subvention de base du Conseil). Les individus et les groupes ont répondu au même sondage, donc leurs réponses ont été groupées pour améliorer la cohérence des résultats. Le taux de réponse, soit le pourcentage de répondants sur le nombre de courriels de sollicitation ouverts, était de 27 %.

Les répondants provenaient de toutes les provinces et de tous les territoires du Canada : 7 % de l'Alberta (483), 17 % de la Colombie-Britannique (1 203), 3 % du Manitoba (203), 2 % du Nouveau-Brunswick (137), 1 % de Terre-Neuve-et-Labrador (102), 3 % de la Nouvelle-Écosse (243), 28 % de l'Ontario (2 048), 1 % de l'Île-du-Prince-Édouard (45), 33 % du Québec (2 396), 1 % de la Saskatchewan (108), et moins de 1 %, respectivement, des Territoires du Nord-Ouest (12), du Nunavut (4) et du

Yukon (33). Quelque 3 % des répondants (238) provenaient d'autres pays.¹ En raison du petit échantillon représentant les territoires, les réponses provenant de ces régions n'ont pas été analysées en détail. Une proportion de 74 % des répondants (5 376) ont rempli le sondage en anglais, tandis que 26 % (1 879) y ont répondu en français.

Les répondants étaient actifs dans une multitude de disciplines et de champs de pratique, soit en arts visuels (23 %, ou 1 644), en musique et son (19 %, ou 1 350), en littérature (18 %, ou 1 341), en arts médiatiques (11 %, ou 792), en théâtre (11 %, ou 762), en activités multidisciplinaires (6 %, ou 436), en danse (5 %, ou 360), en inter-arts (2 %, ou 147), en arts autochtones (2 %, ou 144), en arts numériques (2 %, ou 114), en pratiques des artistes sourds ou handicapés (1 %, ou 97) et en arts du cirque (1 %, ou 89).

Les répondants appartenaient à divers groupes stratégiques, ce qui témoigne de la diversité du secteur artistique. Quelque 33 % (2 421) se sont identifiés comme des femmes; 22 % (1 599) se sont identifiés aux communautés racisées (diversité culturelle); 18 % (1 273) se sont identifiés comme des jeunes; 14 % (1 004) se sont identifiés à la communauté 2ELGBTQI+; 12 % (858) se sont identifiés à la communauté sourde ou handicapée; 7 % (523) ont dit être des anglophones vivant en situation minoritaire; 6 % (460) se sont identifiées aux personnes de diverses identités de genre; 5 % (381) ont dit faire partie des Premières Nations ou être Inuits ou Métis; et 5 % (373) ont dit être des francophones vivant en situation minoritaire.

4 GLOSSAIRE

Anglophones : Répondants dont la langue officielle de préférence est l'anglais.

Artistes : Personnes travaillant à titre individuel ou œuvrant dans le milieu artistique.

Bénéficiaire du Conseil : Répondants ayant reçu du financement du Conseil des arts. Les organismes ont été divisés en deux catégories :

Francophones : Répondants dont la langue officielle de préférence est le français.

Groupes : Groupes ou collectifs artistiques comptant au moins deux personnes.

Groupes stratégiques : Les jeunes; les communautés de langue officielle en situation minoritaire; les personnes autochtones, noires, racisées, sourdes ou handicapées; les membres des communautés 2SLGBTQI+ et de diverses identités de genre; les femmes; et les personnes à l'intersection de ces groupes. Les répondants peuvent faire partie d'un ou de plusieurs groupes stratégiques.

Organismes : Organismes artistiques à but lucratif ou non.

- **Organismes ne recevant pas de subvention de base** : Organismes à qui une subvention de projet ou une subvention composite a été accordée.

¹ Les artistes et auteurs canadiens résidant à l'extérieur du Canada, ainsi que les éditeurs et coproducteurs internationaux ayant demandé un financement auprès du Conseil des arts du Canada, figuraient parmi les personnes invitées à participer à l'enquête.

- **Organismes recevant une subvention de base** : Organismes à qui du financement de base a été accordé.

Prairies : Répondants provenant de l'Alberta, du Manitoba et de la Saskatchewan.

Provinces de l'Atlantique : Répondants provenant du Nouveau-Brunswick, de Terre-Neuve-et-Labrador, de la Nouvelle-Écosse et de l'Île-du-Prince-Édouard.

5 OBSERVATIONS SUR LE RAPPORT

5.1 Résultats compilés

Certaines figures présentent la compilation des réponses reçues, qui sont réparties sur une échelle de divergence à cinq ou sept paliers. Ces chiffres représentent la somme des réponses positives et négatives obtenues. Par exemple, dans la figure ci-dessous, « instable » représente le total des répondants ayant indiqué « très instable » ou « relativement instable », tandis que « stable » représente ceux ayant répondu « relativement stable » ou « très stable ».

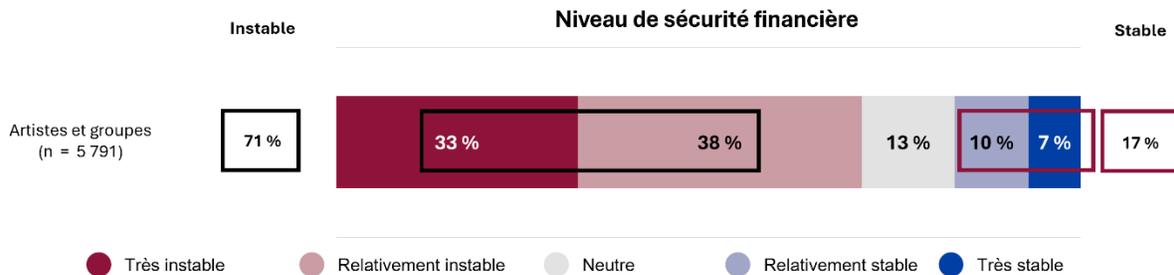


Figure 1 : Total d'artistes et de groupes en situation de stabilité et d'instabilité financière

5.2 Test d'hypothèse

Le rapport fait état, le cas échéant, des différences statistiquement significatives (niveau de confiance à 95 %). Les proportions sont comparées à partir de tests bilatéraux non paramétriques, et les moyennes, à partir de tests bilatéraux.

5.3 Arrondissement

En raison des arrondissements, il est possible que l'addition des pourcentages ne soit pas équivalente au total. Par exemple, la somme de tous les résultats pourrait totaliser 99 % ou 101 %.

5.4 Tableaux de données supplémentaires

L'annexe B présente des tableaux de données supplémentaires et des tableaux de profilage de données qui étoffent les résultats du sondage.

6 CONSTATS DÉTAILLÉS

6.1 Santé financière

Ces deux dernières années, la santé financière des répondants œuvrant dans le secteur artistique a été compromise par des obstacles importants. Les difficultés relatives au financement, à la hausse des coûts et à la baisse des revenus ont contribué à créer un climat d'instabilité. Beaucoup de répondants ont mentionné une augmentation nette des dépenses, ce qui souligne l'urgence d'un financement public accru pour améliorer la durabilité du secteur. Parmi les objectifs ciblés, mentionnons la diversification des flux de rentrée, le développement des marchés et des réseaux, et la hausse de la participation du public.

6.1.1 Sécurité financière

La majorité des répondants ont indiqué avoir vécu de l'insécurité financière dans les deux dernières années.

Une proportion de sept artistes et groupes sur dix (71 %) ont indiqué être dans une telle situation. Environ un organisme sur deux (51 %) en disait autant.

Les constats confirment que le financement est l'un des piliers de la santé financière du secteur artistique. Les artistes et les groupes n'ayant pas été soutenus par le Conseil étaient considérablement plus susceptibles de vivre de l'insécurité financière (74 %) que ceux l'ayant été (68 %). Parmi les organismes bénéficiaires, ceux n'ayant pas reçu de subvention de base étaient beaucoup plus à risque de vivre de l'insécurité financière (56 %) que ceux en ayant reçu une (44 %). Les organismes ayant été soutenus avaient aussi beaucoup plus de chances de qualifier leur situation financière de stable (39 %) que ceux ne l'ayant pas été (29 %).

Ces données suggèrent que l'attribution de financement par le Conseil des arts et le type de financement accordé influent sur la situation financière de ces organismes.

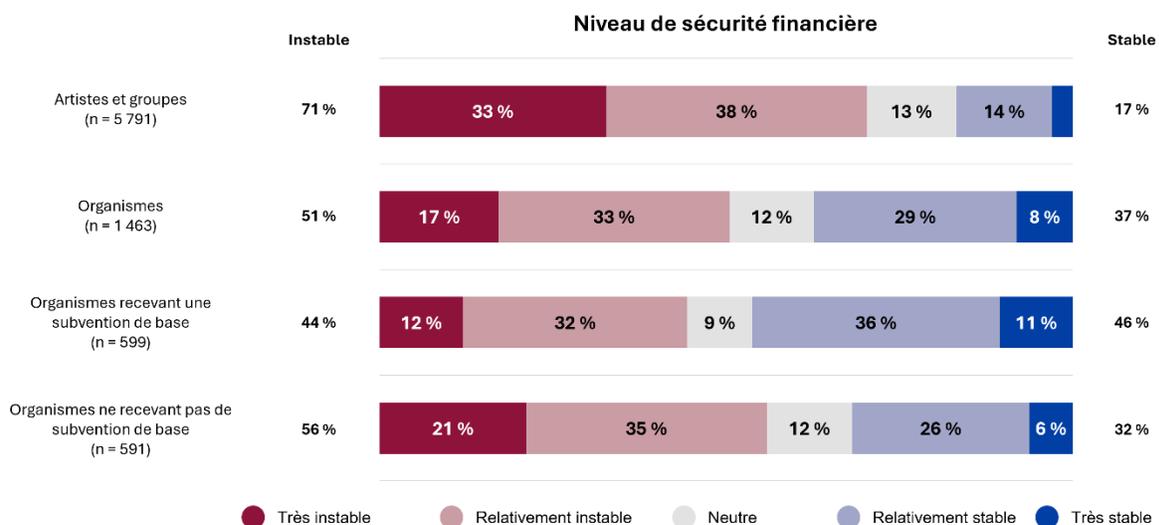


Figure 2 : Sécurité financière des artistes, groupes et organismes

On remarque des différences considérables dans la stabilité financière des artistes et des groupes œuvrant dans certains champs de pratique. Les arts médiatiques et la danse semblaient être associés au plus de vulnérabilité (77 % et 79 %, respectivement), puisque les artistes et groupes pratiquant dans ces domaines affirmaient plus que les autres vivre de l'insécurité financière. En revanche, du côté des organismes, aucune différence notable quant à la sécurité financière n'a été relevée entre les différents champs de pratique.

On a néanmoins relevé des différences entre les taux de stabilité financière des organismes, qui s'établissaient à 47 % dans les provinces de l'Atlantique, à 44 % en Colombie-Britannique, à 52 % en Ontario, à 47 % dans les Prairies et à 59 % au Québec. Les organismes du Québec rapportent donc davantage d'insécurité financière que ceux des autres régions, ce qui est cohérent avec le fait que les organismes francophones déclarent davantage vivre de l'insécurité financière (57 %) que leurs équivalents anglophones (47 %) et avec la répartition des réponses (89 % des organismes francophones ayant répondu au sondage, soit la majorité, sont situés au Québec). Ces données illustrent des variations régionales dans la perception de stabilité financière des organismes.

On a aussi relevé des différences relatives au budget de fonctionnement des organismes. Les organismes modestes, dotés d'un budget inférieur à 75 000 \$, étaient plus à risque de vivre de l'insécurité financière que les organismes de plus grande envergure. Quoi qu'il en soit, l'instabilité financière était présente dans tous les types d'organismes, quelle qu'en soit la taille, ce qui confirme que ces difficultés sont répandues dans le milieu.

6.1.2 Lacunes et difficultés financières

L'instabilité financière, les difficultés de financement et la hausse des coûts sont les trois principales préoccupations qu'entrevoient les répondants pour les deux prochaines années.

Selon les personnes qui ont répondu au sondage, l'instabilité financière est causée par la baisse des revenus, y compris une réduction de l'accès au financement public, ainsi que par la hausse des coûts. Pour nombre d'entre elles, le paysage du financement est de plus en plus difficile à appréhender, comme l'explique une personne représentant un organisme ne recevant pas de subvention de base :

« Nous nous attendons à un scénario très différent dans les deux années à venir. Les coûts liés à l'offre d'emplois stables ont augmenté, tout comme ceux liés à la prestation de programmes. On observe aussi un recul important des commandites d'entreprise (déjà constaté cette année), ainsi qu'une stagnation ou une diminution du financement public. Nous devons donc relever le défi de continuer à offrir les mêmes programmes dans ces conditions. » - Organisme ne recevant pas de subvention de base

Les artistes et les groupes qui ont dit vivre de l'instabilité financière étaient plus susceptibles de travailler en littérature ou d'appartenir à un ou plusieurs groupes stratégiques. Les organismes de grande envergure, dotés d'un budget de 1 000 000 \$ ou plus, étaient d'ailleurs plus susceptibles de mentionner cette préoccupation, possiblement à cause de la complexité accrue de leurs opérations.

Les concours de plus en plus compétitifs pour l'obtention de subventions, l'instabilité des sources de financement et les limites aux fonds disponibles ont aussi souvent été mentionnés parmi les difficultés, notamment ici par un groupe bénéficiaire d'une subvention :

« Nous avons remarqué que le financement est plus difficile à obtenir aux échelles locales, provinciales et fédérales depuis la pandémie. Notre public est loyal et nous est essentiellement demeuré fidèle même pendant nos deux années de fermeture, mais on ne peut pas en dire autant des partenaires de financement. Hélas, même avec un auditoire solide, nos revenus ne nous permettent pas de payer correctement les artistes professionnelles et professionnels. Nous avons dû sabrer dans notre offre, même si la demande et l'intérêt locaux sont au rendez-vous. » - Groupe bénéficiaire

Les difficultés de financement étaient particulièrement criantes chez les artistes et les groupes œuvrant dans les arts de la scène, et chez les organismes à but non lucratif, ce qui suggère que ces catégories ont plus de difficulté à obtenir un financement suffisant pour leurs opérations. En outre, comme les organismes à but non lucratif comptent souvent sur des sources de financement externes, pour lesquelles la concurrence est davantage compétitive, ils sont plus vulnérables à l'instabilité financière.

L'augmentation générale du coût de la vie est une autre difficulté à laquelle les répondants ont affirmé être confrontés. Ce problème a été relevé le plus souvent par des artistes et des groupes provenant de l'Ontario ou travaillant en arts visuels et en musique et son. En effet, la hausse du coût des opérations et du matériel tend à affecter davantage les artistes dont le travail exige l'utilisation de matériel ou la location de salles, par exemple les artistes en arts visuels et les musiciennes et musiciens. De la même manière, la hausse des coûts a surtout été soulignée par les organismes dotés d'un budget de fonctionnement important (1 000 000 \$ ou plus) et par les festivals et les diffuseurs, chez qui cette hausse touche la production, la dotation en personnel et la logistique. Une personne représentant un festival ou un diffuseur ne recevant pas de subvention de base explique :

« Nous avons du mal à ramener la vente de billets au niveau pré-pandémie. Avec la hausse du coût des plateformes de service, nous avons dû diminuer le nombre d'artistes que nous programmons tout en continuant d'offrir une expérience abordable. Le public des régions doit aussi composer avec la hausse du coût de l'essence et de l'hébergement. » - Organisme ne recevant pas de subvention de base (festival/diffuseur)

Ces trois principales difficultés se présentent tant chez les artistes que chez les groupes et les organismes, ce qui témoigne d'une pression financière ressentie partout dans le secteur artistique.

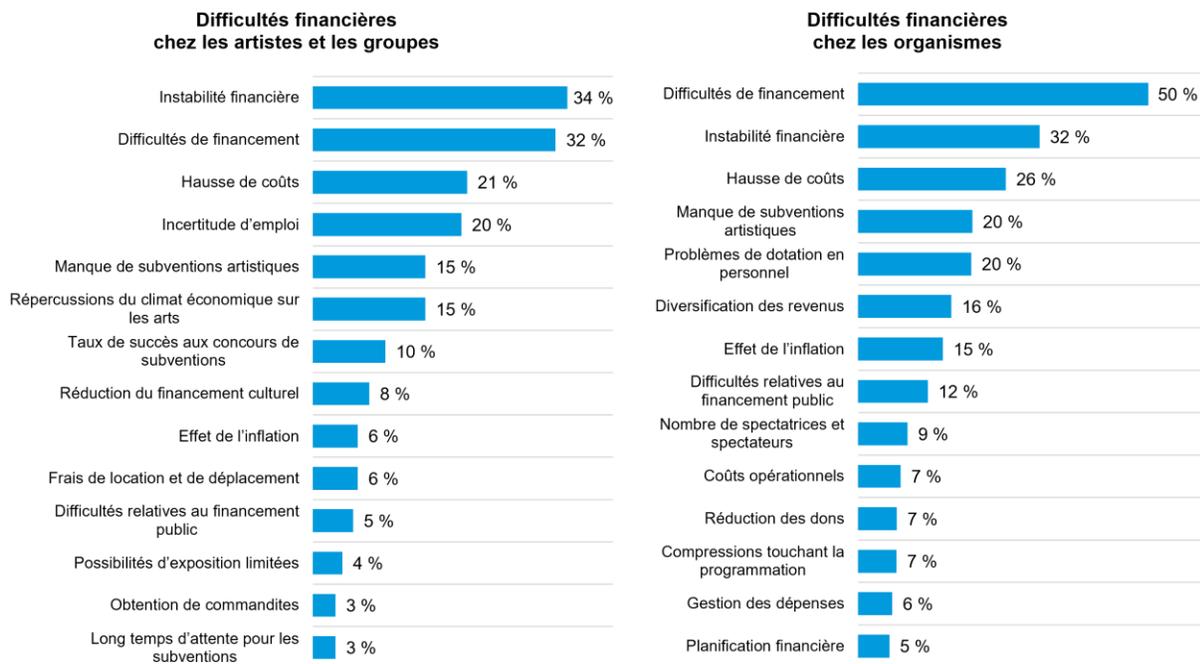


Figure 3 : Difficultés financières ou lacunes prévisibles chez les artistes, groupes et organismes

6.1.3 Variation du revenu total ou du chiffre d'affaires

La majorité des artistes, groupes et organismes ont signalé une baisse de leur revenu ou de leur chiffre d'affaires dans la dernière année.

Parmi les artistes et les groupes, environ trois sur cinq (64 %) ont indiqué que leur revenu total ou chiffre d'affaires avait diminué, tandis que seulement un sur cinq (19 %) a signalé une augmentation.

Les répondants œuvrant en arts médiatiques (70 %) étaient en outre plus susceptibles que ceux des autres champs de pratique d'être touchés par des baisses de revenus, ce qui met encore une fois en évidence la vulnérabilité de ce groupe à l'instabilité financière.

La plupart des organismes, y compris ceux recevant du financement de base du Conseil, ont aussi observé une baisse de leur chiffre d'affaires (54 %).

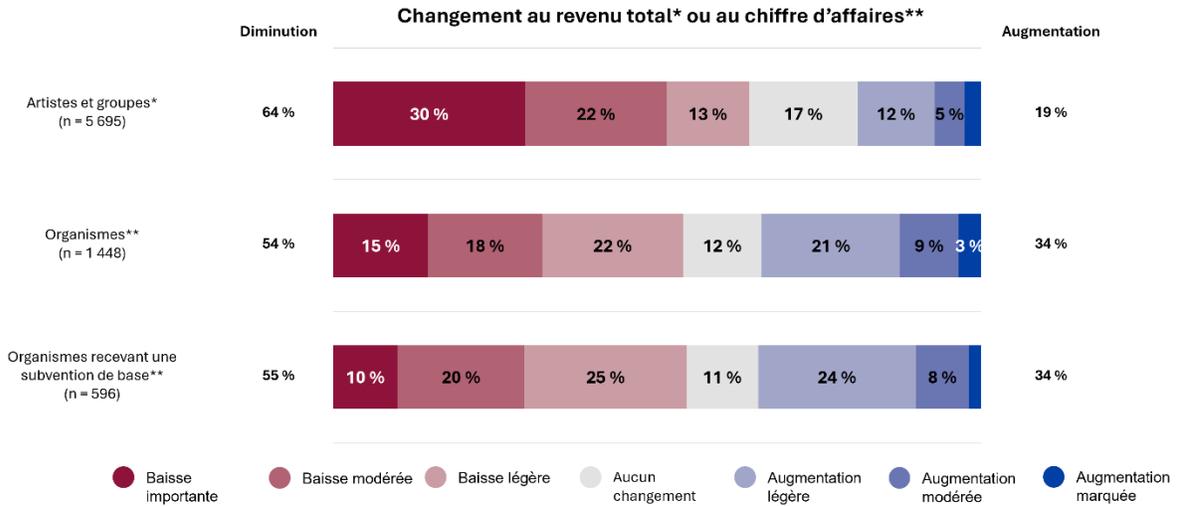


Figure 4 : Changement au revenu total ou au chiffre d'affaires

Lorsqu'on les a questionnés sur la diversité de leurs sources de revenus, les organismes soulignaient généralement une baisse du financement public reçu (56 %) et des revenus engrangés (43 %) dans la dernière année. Le financement privé reçu dans la dernière année tendait cependant à être resté stable (39 %) ou à avoir diminué (39 %).

Si la majorité des organismes recevant une subvention de base (54 %) et de ceux n'en recevant pas (57 %) ont signalé une baisse de leur financement, ceux du premier groupe étaient plus susceptibles d'indiquer que leur financement public avait été stable (27 %) que ceux du deuxième (15 %).

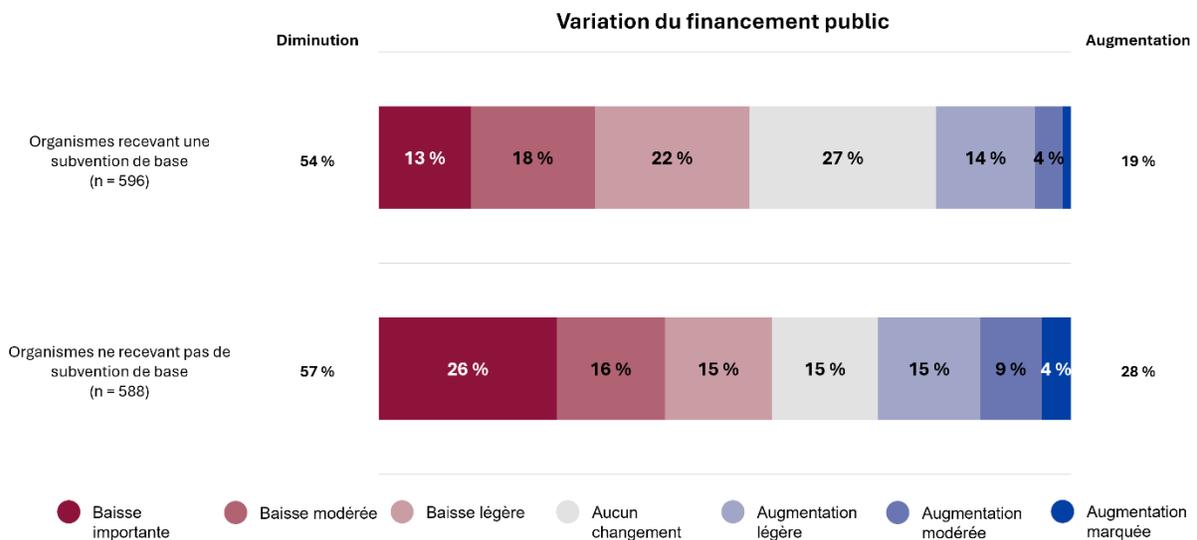


Figure 5 : Variation du financement public des organismes

Les organismes anglophones avaient généralement davantage observé une baisse de leur financement privé (42 %) que leurs équivalents francophones (32 %). Cette disparité suggère de possibles différences

régionales ou culturelles dans l'accès à des donateurs. Les organismes œuvrant principalement en diffusion ou en production de festivals étaient aussi beaucoup plus susceptibles d'avoir observé une baisse du financement privé (46 %) que ceux œuvrant dans d'autres domaines (35 %). Enfin, les organismes modestes (budget inférieur à 75 000 \$) étaient beaucoup moins susceptibles d'avoir observé une baisse de leur financement privé (13 %) que ceux de plus grande envergure, en particulier ceux dotés d'un budget de 1 000 000 \$ ou plus (34 %).

6.1.4 Variation des dépenses

Bien qu'ils aient déclaré une baisse des revenus et des chiffres d'affaires dans la dernière année, sept artistes et groupes sur dix et neuf organismes sur dix (respectivement 72 % et 86 %, donc une majorité) ont indiqué que leurs dépenses totales avaient augmenté.

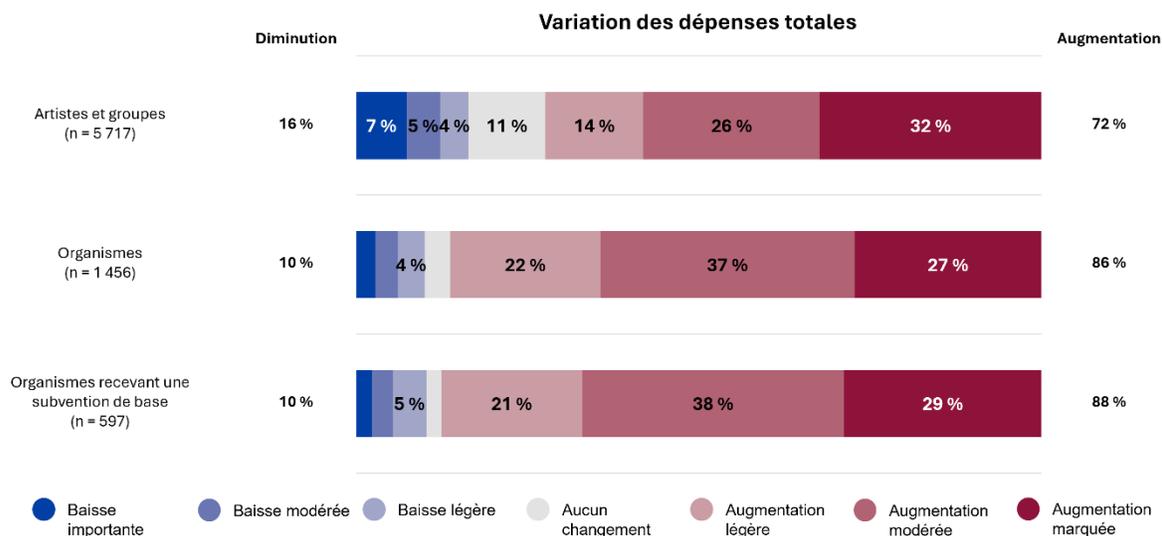


Figure 6 : Variation des dépenses totales

Les artistes et les groupes ayant reçu du financement du Conseil étaient beaucoup plus susceptibles d'avoir observé une augmentation de leurs dépenses totales (75 %) que ceux n'en ayant pas reçu (69 %). Ces résultats suggèrent que, si ce financement absorbe certains coûts, il ne suffit pas à couvrir l'augmentation des dépenses opérationnelles et des coûts de projets à laquelle sont confrontés les groupes; du financement supplémentaire est donc nécessaire.

La plupart des organismes ont notamment indiqué que leurs dépenses administratives (79 %), leurs dépenses artistiques (76 %), leurs dépenses relatives au marketing et aux communications (72 %) et leurs dépenses d'exploitation des lieux (71 %) avaient augmenté dans la dernière année. Les dépenses relatives aux campagnes de financement avaient cependant plutôt tendance à être restées stables (51 %) qu'à avoir augmenté (42 %).

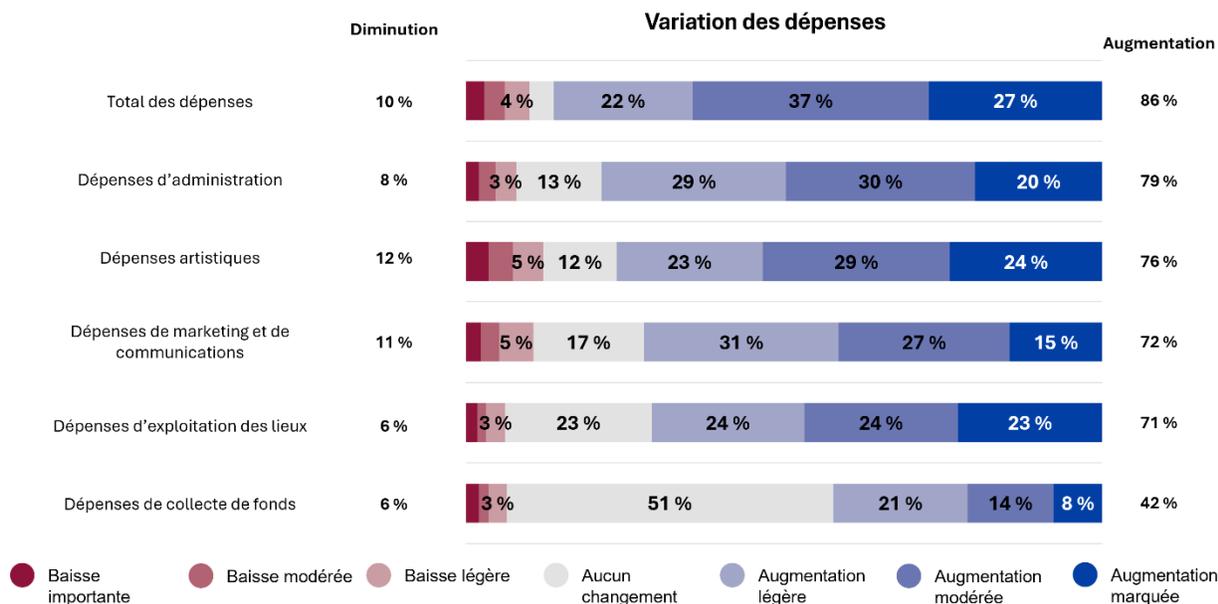


Figure 7 : Variation des dépenses des organismes

Les données liées aux dépenses d'exploitation des lieux sont dignes de mention, puisque certains types d'organismes avaient davantage observé une augmentation de ces coûts que d'autres. Celle-ci était de 78 % dans les organismes recevant une subvention de base (contre 67 % dans ceux n'en recevant pas); de 85 % dans les organismes exploitant des installations ou une salle (contre 63 % dans ceux n'ayant pas de telles responsabilités); de 77 % dans les organismes œuvrant en diffusion ou en production de festivals (contre 68 % dans les autres types d'organismes); de 80 % dans les organismes dotés d'un budget de fonctionnement allant de 500 000 \$ à 999 999 \$; et de 85 % chez ceux ayant un budget supérieur à 1 000 000 \$ (augmentations plus modérées dans les organismes de moindre envergure). L'augmentation de ce type de dépenses, particulièrement chez les organismes œuvrant en diffusion ou en production de festivals et chez ceux ayant un budget de fonctionnement important, suggère que les coûts relatifs à l'entretien d'espaces sont de plus en plus lourds, ce qui peut accaparer des ressources qui seraient autrement allouées à la programmation et à des initiatives de rayonnement.

Les coûts administratifs ont aussi augmenté considérablement, notamment chez les organismes ayant reçu une subvention de base (83 %). Dans la même veine, l'augmentation de ces coûts était de 85 % chez les organismes exploitant des installations ou une salle (contre 75 % chez ceux n'ayant pas de telles responsabilités), et de 87 % dans les organismes d'envergure, surtout dans ceux ayant un budget de 1 000 000 \$ ou plus (contre 64 % chez ceux dotés d'un budget inférieur à 75 000 \$). Cette augmentation, en particulier chez les organismes ayant reçu une subvention de base et ceux dotés d'un budget de fonctionnement élevé, soulève des préoccupations quant au possible accaparement de ressources essentielles à la programmation artistique et aux activités de rayonnement communautaires.

Dans toutes les catégories de dépenses, les organismes exploitant des installations ou une salle signalaient davantage des augmentations que ceux n'ayant pas de telles responsabilités. Enfin, la

tendance indique que les dépenses, toutes catégories confondues, augmentent parallèlement aux budgets de fonctionnement.

6.1.5 Importance de l'ajout de financement public

Les artistes et groupes, d'une part, et les organismes, d'autre part, ont affirmé à l'unanimité (respectivement 99 % et 100 %) qu'il était indispensable qu'on augmente leur propre financement public – et celui du secteur artistique dans son ensemble – pour leur permettre de se transformer et de s'adapter pour assurer leur pérennité. Plus précisément, environ neuf artistes et groupes sur dix (94 %) et la même proportion d'organismes (93 %) ont indiqué que c'était très ou extrêmement important. Le consensus sur l'importance du financement public met bien en évidence les difficultés que rencontre le secteur et la demande marquée de soutien financier.

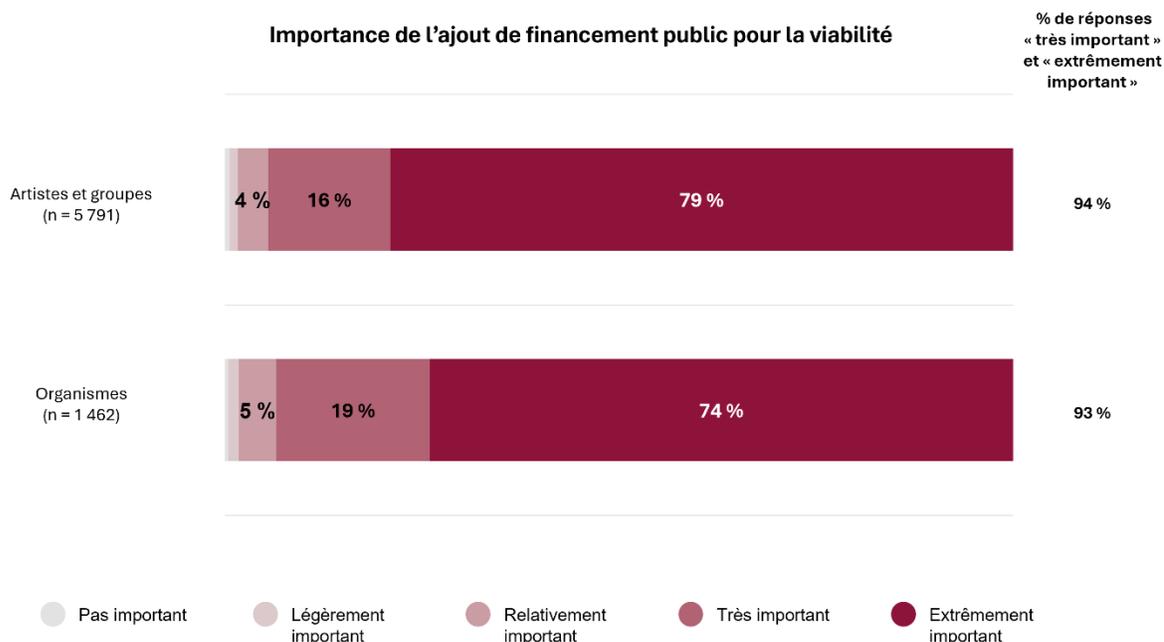


Figure 8 : Importance de l'ajout de financement public pour favoriser la transformation et la viabilité du secteur

Si la majorité des répondants s'entendent pour dire qu'il est essentiel d'augmenter le financement public, on observe certaines variations. Ceux qui n'avaient reçu aucun financement de ce type ont beaucoup moins souligné l'importance de l'augmenter que ceux en ayant reçu. Parmi les artistes et les groupes, 92 % de ceux n'ayant pas reçu de subvention étaient de cet avis, tandis que la proportion était de 96 % chez ceux ayant reçu une subvention du Conseil ou d'autres bailleurs de fonds publics. On observe le même phénomène du côté des organismes : 83 % de ceux n'ayant pas reçu de financement public ont souligné l'importance d'augmenter celui-ci, contre 94 % de ceux qui ont bénéficié d'une subvention du Conseil et 93 % de ceux ayant reçu d'autre financement public.

Quoi qu'il en soit, l'écrasante majorité des répondants – tant chez les artistes que les groupes et les organismes – ont reconnu le caractère essentiel du financement public pour permettre au secteur artistique de se transformer, de s'adapter et d'améliorer sa viabilité, comme l'explique ici une personne membre du milieu artistique :

« Sans le financement que j'ai reçu, je n'aurais jamais pu explorer et créer comme je l'ai fait ces deux dernières années. C'était essentiel. » - Répondant individuel

6.1.6 Domaines nécessitant du financement ou du soutien supplémentaire

Lorsqu'on leur a demandé dans quels domaines du financement ou du soutien supplémentaires étaient les plus nécessaires pour favoriser la transformation du secteur et de leur organisme et en assurer la viabilité, les répondants ont mentionné que des ressources étaient très ou extrêmement nécessaires pour la diversification des flux de rentrée, le développement des marchés et des réseaux, la hausse de la participation du public, l'amélioration de l'accessibilité et le développement des donateurs. Ces domaines sont perçus comme étant cruciaux pour assurer la viabilité et la résilience à long terme du milieu artistique, ce qui fait état d'une reconnaissance collective du besoin de s'adapter à l'évolution des circonstances et des attentes.

Des individus ont aussi souligné la nécessité d'un financement pour les soutenir, pour favoriser la diversité et l'inclusion et pour stimuler la création de nouvelles œuvres. De leur côté, les organismes ont souligné le besoin d'un soutien accru pour les infrastructures, les opérations et l'aide aux artistes.

Les répondants ont notamment insisté sur l'importance d'un soutien accru et pluriel pour les artistes. Un organisme a souligné qu'il était important d'améliorer « la capacité d'accueillir correctement les artistes et d'en présenter le travail », tandis qu'un autre a insisté sur la nécessité « d'assurer le revenu des artistes ». Des répondants ont appelé à du « soutien pendant les phases de création », à un appui accru aux « artistes qui amorcent leur carrière » et à des « salaires décents pour les travailleuses et travailleurs du milieu artistique ». Ces commentaires parlent de l'importance du soutien aux artistes dans la transformation des activités, l'adaptation du secteur artistique, la diversification des flux de rentrée, le développement des marchés et des réseaux, la hausse de la participation du public, l'amélioration de l'accessibilité et le développement des donateurs.

Tableau 1 : Domaines où il est très ou extrêmement nécessaire d'augmenter le financement ou le soutien

	Taux pour « très nécessaire » et « extrêmement nécessaire »		
	Artistes et groupes	Organismes	Organismes recevant une subvention de base
Diversification des flux de rentrée	75 %	61 %	57 %
Développement des marchés et des réseaux	71 %	59 %	58 %
Participation du public	71 %	57 %	56 %
Accessibilité	72 %	43 %	44 %
Développement des donateurs	67 %	58 %	56 %
Recrutement, rétention et engagement du personnel	59 %	61 %	67 %
Modèles d'affaires révisés	61 %	36 %	33 %
Innovation et transformation numérique	48 %	38 %	38 %
Autre	96 %	77 %	81 %

6.2 Pratique artistique (artistes et groupes)

Les deux dernières années ont été exceptionnellement difficiles pour les personnes et les groupes œuvrant dans le milieu artistique, ce qui a eu des répercussions considérables sur leur pratique. Nombre de répondants ont parlé de difficultés à préserver les retombées de leur travail et signalé une diminution importante des occasions de présenter leurs œuvres en personne. Ces obstacles ont été assortis d'enjeux considérables touchant la santé mentale et le bien-être, de sorte que beaucoup de répondants ont dit qu'il leur est de plus en plus difficile de continuer d'évoluer dans le milieu. Combinés aux difficultés financières détaillées plus haut, ces résultats dressent un portrait passablement sombre de l'expérience vécue actuellement dans le secteur artistique.

6.2.1 Préservation des retombées artistiques

La grande majorité (96 %) des artistes et des groupes interrogés ont déclaré qu'il leur était difficile de préserver les retombées de leur travail. Fait à noter : environ la moitié (52 %) ont indiqué que cet aspect était très ou extrêmement difficile.

Les répondants n'ayant pas été soutenus par le Conseil étaient beaucoup plus susceptibles de dire qu'il leur avait été très ou extrêmement difficile de préserver les retombées de leur travail (57 %) que ceux ayant reçu un tel financement (46 %). Parallèlement, 63 % des répondants n'ayant reçu aucun financement public et 49 % de ceux ayant été soutenus par une autre organisation publique que le Conseil ont dit que cela leur avait été très ou extrêmement difficile. Ces données illustrent le rôle du

financement dans le maintien de la pertinence et des effets du travail des artistes dans le secteur artistique.

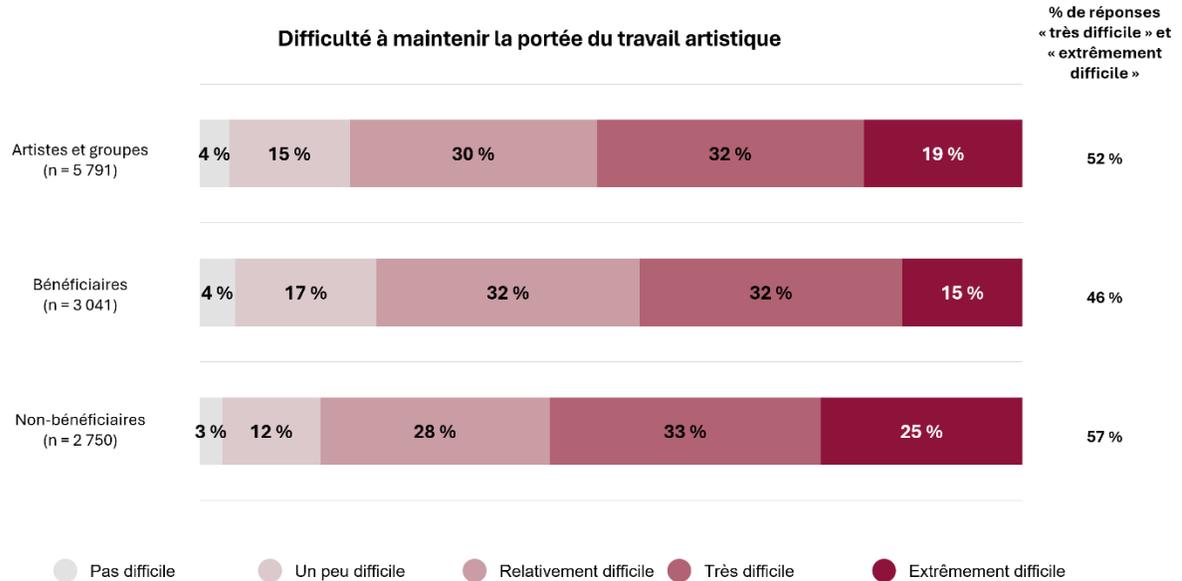


Figure 9 : Difficulté à maintenir la portée du travail artistique chez les artistes et les groupes

6.2.2 Occasions de présenter son travail

Environ la moitié (52 %) des artistes et des groupes ont indiqué que le nombre d’occasions de diffuser leurs œuvres en personne dans les deux dernières années avait diminué, tandis que le tiers (33 %) avaient observé une baisse des occasions de le faire en ligne. Cette diminution constitue un obstacle majeur, puisqu’elle peut limiter leur capacité à joindre leurs pairs et les différents publics, et donc compromettre leur visibilité et leur progression professionnelle.

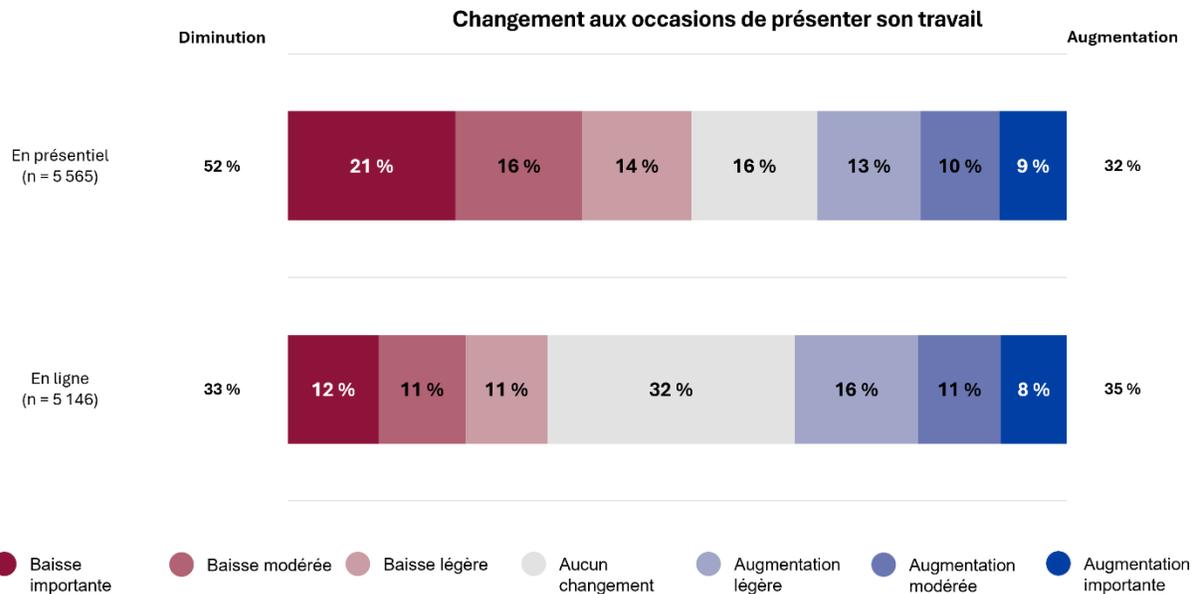


Figure 10 : Changement aux occasions qu'ont les artistes et les groupes de présenter leur travail

Lorsqu'on examine l'évolution des possibilités de présenter son travail dans les deux dernières années, on constate des différences majeures entre les occasions présentielles et virtuelles.

Pour les occasions présentielles, les bénéficiaires du Conseil signalaient davantage une augmentation de ces occasions (36 %) que les non-bénéficiaires (28 %). Les artistes, groupes et organismes ayant reçu du financement d'autres sources signalaient aussi davantage une augmentation des occasions présentielles (33 %) que ceux n'ayant pas reçu ce type de financement (25 %). Cette situation suggère que les bénéficiaires sont en meilleure position pour accéder à plus d'occasions de diffusion, ce qui met encore une fois en évidence l'importance du financement pour le rayonnement des arts.

Le sondage a aussi révélé des disparités entre les régions et les groupes linguistiques. Les anglophones faisaient davantage état d'une augmentation des occasions de diffusion présentielles (34 %) que les francophones (27 %). Cette observation est cohérente avec les constats régionaux puisque, d'une part, la majorité des répondants francophones provenaient du Québec et, d'autre part, les répondants du Québec ont moins noté une augmentation de ce type d'occasions de diffusion (28 %). Les répondants des autres régions ont fait état d'augmentations comparables dans les deux dernières années (34 % en Colombie-Britannique et en Ontario, et 36 % dans les Prairies et les provinces de l'Atlantique).

Les artistes et les groupes appartenant à un ou plusieurs groupes stratégiques déclaraient par ailleurs beaucoup plus fréquemment une augmentation des occasions de diffusion présentielles (34 %) que ceux n'appartenant pas à ces groupes (26 %).

On note aussi des disparités régionales en ce qui concerne les occasions de diffusion en ligne. C'est en Saskatchewan que les répondants ont le plus souvent déclaré une augmentation (53 %), tandis qu'ils étaient encore une fois moins susceptibles d'en dire autant au Québec (31 %). En Colombie-Britannique, cette augmentation était de 39 %, tandis qu'elle était de 35 % en Ontario, de 37 % dans les provinces de l'Atlantique et de 36 % dans les Prairies.

Les répondants anglophones étaient également plus susceptibles d’avoir vu les occasions en ligne augmenter (36 %) que les francophones (31 %). Les répondants œuvrant dans certains champs de pratique ont observé un tel phénomène plus souvent que ceux œuvrant dans les autres champs; c’est le cas des répondants œuvrant dans les arts médiatiques (42 %), les activités multidisciplinaires (44 %) et les arts numériques (51 %). Enfin, les artistes et les groupes appartenant à un ou plusieurs groupes stratégiques déclaraient beaucoup plus une augmentation des occasions de diffusion en ligne (36 %) que ceux n’appartenant pas à ces groupes (31 %).

6.2.3 Poursuite du travail dans le milieu artistique

La grande majorité des artistes et des groupes, soit 95 %, ont indiqué qu’il leur avait été difficile de continuer à travailler dans le milieu des arts ces deux dernières années. Plus précisément, environ la moitié (52 %) ont indiqué que cela leur avait été très difficile ou extrêmement difficile.

Si la plupart des répondants ont éprouvé des difficultés à ce chapitre, ceux qui n’ont pas reçu de financement du Conseil déclaraient plus fréquemment que la poursuite de leurs activités s’était avérée très ou extrêmement difficile (56 %) que ceux qui en ont reçu (48 %). Parallèlement, 60 % des répondants n’ayant reçu aucun financement public ont dit que cela leur avait été très ou extrêmement difficile, une proportion nettement plus élevée que chez ceux ayant reçu du financement d’une autre organisation publique que le Conseil (51 %), ce qui illustre que le financement public joue un rôle capital dans l’allègement de la pression financière et la poursuite des activités artistiques.

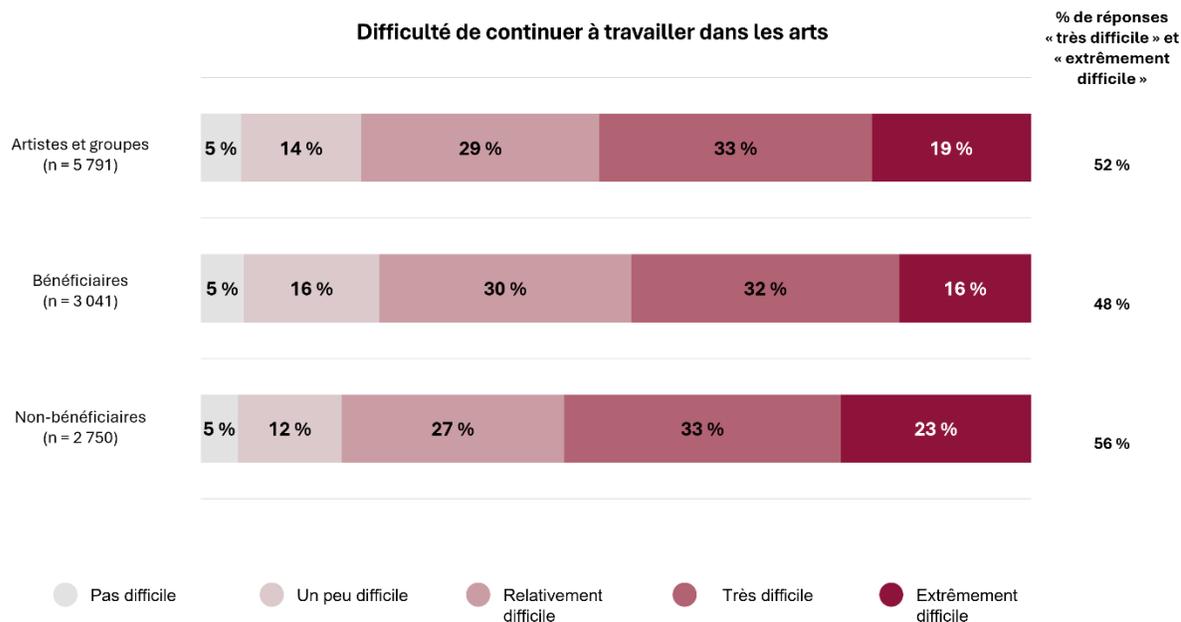


Figure 11 : Difficulté de continuer à travailler dans les arts pour les artistes et les groupes

On observe des variations notables entre les régions et les groupes linguistiques. Les répondants de l’Ontario rapportaient davantage que la poursuite de leurs activités avait été très ou extrêmement difficile (58 %) que ceux des autres régions, en particulier du Québec (47 %) et du Nouveau-Brunswick (39 %). Une proportion de 54 % des répondants de la Colombie-Britannique et de 50 % de ceux des provinces de l’Atlantique et des Prairies ont eux aussi dit que cela leur avait été très ou extrêmement difficile.

Cette différence régionale ressort aussi des analyses fondées sur la langue des répondants. Les répondants anglophones affirmaient en effet plus souvent que la poursuite de leurs activités avait été très ou extrêmement difficile (56 %) que les francophones (39 %). Les artistes et les groupes appartenant à au moins un groupe stratégique étaient aussi plus susceptibles d'en dire autant (54 %) que ceux n'en faisant pas partie (46 %).

6.2.4 Santé mentale et bien-être

La plupart des artistes et des groupes ont aussi déclaré avoir rencontré des difficultés touchant la santé mentale et le bien-être ces deux dernières années (89 %). La moitié (49 %) ont d'ailleurs dit avoir vécu des difficultés considérables ou extrêmes à ce chapitre. Ce haut pourcentage révèle un problème répandu dans le secteur artistique, qui est possiblement exacerbé par l'instabilité financière et l'insécurité d'emploi.

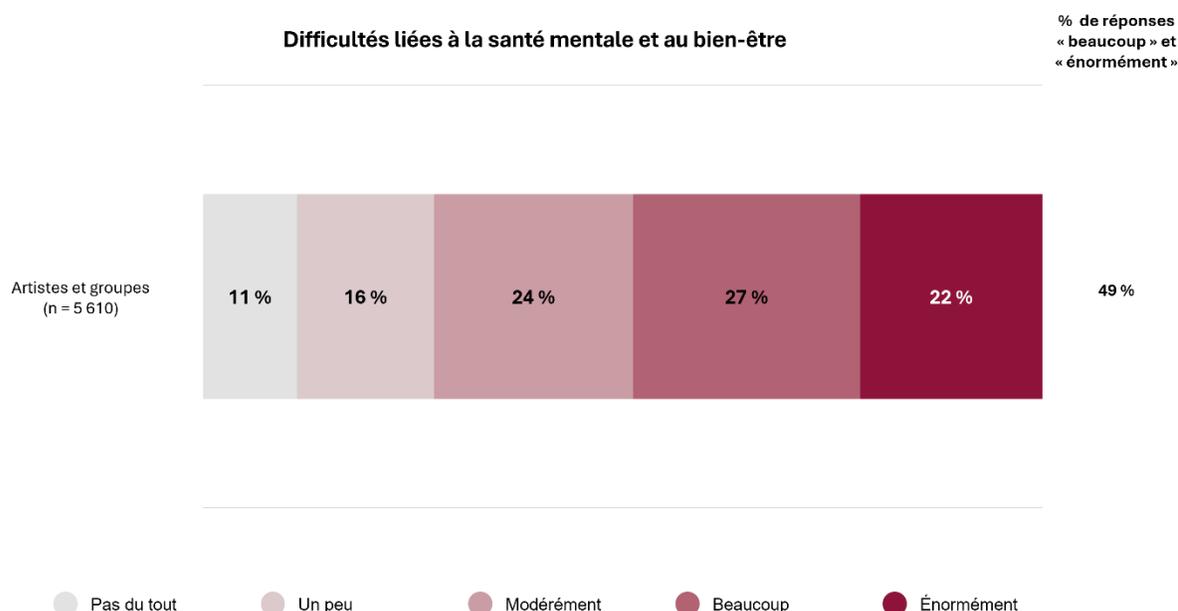


Figure 12 : Difficultés liées à la santé mentale et au bien-être chez les artistes et les groupes

Presque tous les répondants ont mentionné des difficultés relatives à la santé mentale et au bien-être, qu'ils aient ou non reçu du financement. En effet, 90 % de ceux ayant reçu du financement et 87 % de ceux n'en ayant pas reçu ont dit avoir rencontré ce type de problème dans les deux dernières années.

Les répondants de l'Ontario ont mentionné beaucoup plus fréquemment que ceux des autres régions vivre beaucoup ou énormément de difficultés (52 %). Cette observation est cohérente avec le fait que les répondants de cette province ont largement indiqué qu'il leur est très ou extrêmement difficile de continuer à travailler dans le milieu artistique.

Les difficultés de santé mentale étaient d'ailleurs accrues chez les répondants œuvrant dans certains champs de pratique, soit les activités multidisciplinaires (61 %) et les pratiques des artistes sourds ou handicapés (74 %). Les répondants faisant partie d'au moins un groupe stratégique étaient aussi plus à risque de vivre des défis importants ou très importants à ce chapitre (53 %) que ceux n'appartenant à aucune communauté particulière (37 %). C'est notamment le cas des répondants œuvrant au sein ou

auprès de la communauté sourde ou handicapée (71 %), de la communauté 2ELGBTQI+ (64 %), des personnes de diverses identités de genre (71 %), des femmes (51 %) et des jeunes (64 %), qui ont dit vivre beaucoup ou énormément de difficultés relatives à la santé mentale et au bien-être. Ce constat témoigne du stress cumulatif et du fardeau émotionnel ressenti dans les groupes marginalisés et sous-représentés.

6.3 Effectifs (organismes)

Les effectifs des organismes ont été particulièrement mis à l'épreuve ces deux dernières années. Les effectifs ont fluctué, et une proportion égale d'organismes a déclaré une augmentation, une baisse ou une stabilité à ce chapitre. Ceux qui ont reçu du financement public avaient plus de chances d'avoir vu leur personnel augmenter que ceux n'en ayant pas reçu. Parallèlement, la majorité des organismes ont eu du mal à recruter du personnel et à retenir leurs effectifs, et ceux-ci ont rencontré des obstacles considérables en matière de santé mentale et de bien-être. Ce constat est cohérent avec nombre de difficultés rapportées par les artistes et les groupes dans la même période en ce qui a trait à la poursuite de leur pratique artistique.

6.3.1 Variation de l'effectif

Une proportion semblable d'organismes ont déclaré une augmentation de leurs effectifs (32 %), une diminution de ceux-ci (33 %) ou une stabilité à ce chapitre (35 %) ces deux dernières années.

Les organismes bénéficiaires de financement du Conseil avaient considérablement plus de chances d'avoir vu leur personnel augmenter ces deux dernières années (34 %) que ceux n'en ayant pas reçu (23 %). En revanche, les organismes non bénéficiaires étaient beaucoup plus susceptibles d'avoir vu stagner leurs effectifs (45 %) que ceux ayant reçu du financement du Conseil (33 %). Les organismes n'ayant reçu aucune forme de financement public avaient aussi davantage vu stagner leurs effectifs (57 %) que ceux ayant reçu du financement public d'autres sources que le Conseil (42 %).

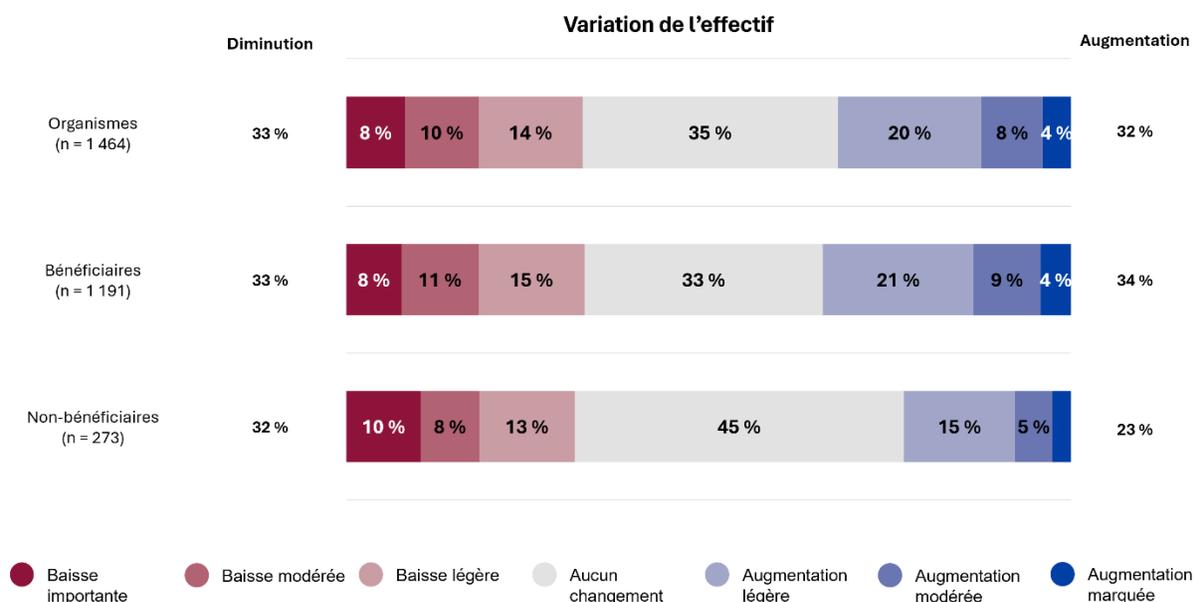


Figure 13 : Variation de l'effectif dans les organismes

Les différences de variation de l'effectif entre les organismes bénéficiaires et les organismes non bénéficiaires illustrent l'effet potentiel du financement sur les capacités et sur la croissance des organismes, ce qui suggère que le financement peut jouer un rôle crucial dans la possibilité pour les organismes d'agrandir leurs effectifs. Par ailleurs, les organismes dotés d'un budget de 74 999 \$ et moins rapportaient davantage une stagnation (53 %) de leur personnel que les organismes de plus grande envergure, et étaient donc moins susceptibles de voir leurs effectifs augmenter (16 %). La tendance montre ainsi clairement que plus un organisme gagne en envergure, plus il est susceptible d'accroître ses effectifs. Les organismes modestes ont moins de ressources à investir dans le personnel, ce qui limite leurs possibilités et leurs occasions de croissance.

6.3.2 Recrutement et rétention du personnel

La majorité des organismes (80 %) ont aussi indiqué avoir eu de la difficulté à recruter et à retenir leur personnel dans les deux dernières années. Le tiers d'entre eux (32 %) ont effectivement dit que cela leur avait été très ou extrêmement difficile.

Les organismes recevant une subvention de fonctionnement du Conseil des arts étaient plus susceptibles que les autres (89 %) d'avoir rencontré des difficultés de recrutement et de rétention du personnel, et de dire que du soutien supplémentaire était très ou extrêmement nécessaire pour le recrutement, la rétention et la mobilisation du personnel ([Tableau 1](#)).

Les organismes bénéficiaires affirmaient aussi davantage qu'il leur avait été difficile de recruter du personnel et de le garder (82 %) que les organismes non bénéficiaires (73 %). Parmi les organismes bénéficiaires, ceux qui ont reçu une subvention de base ont rapporté beaucoup plus de difficultés à ce chapitre (86 %) que les autres.

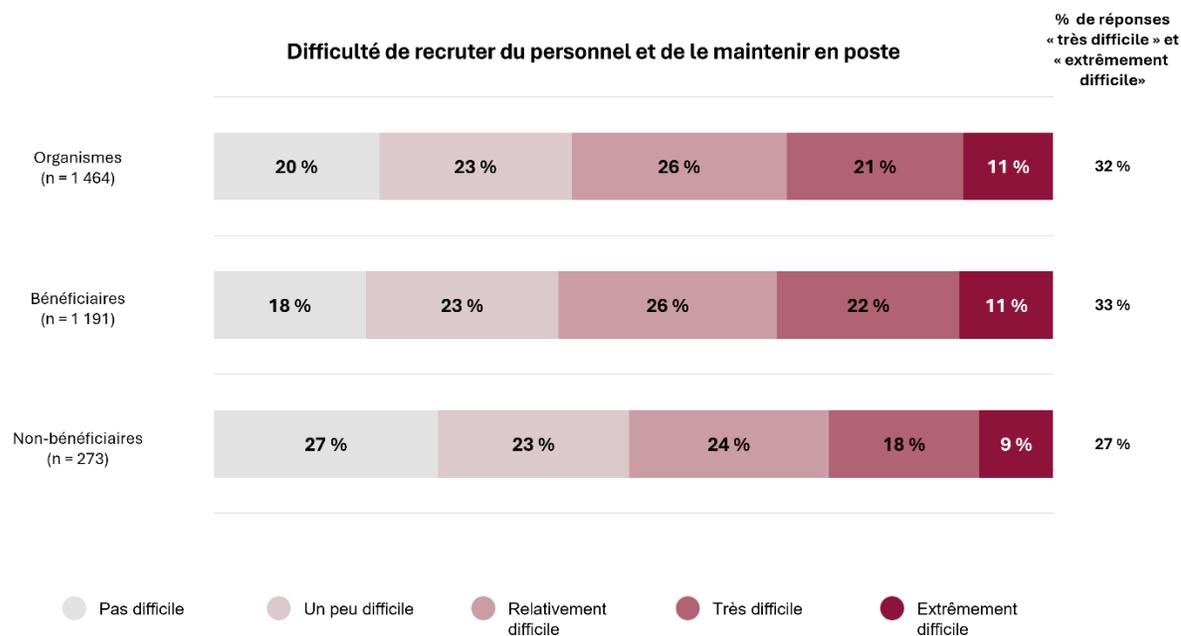


Figure 14 : Difficulté de recruter du personnel et de le maintenir en poste dans les organismes

Les difficultés de recrutement et de rétention varient selon les régions, les secteurs et la taille des organismes. Les répondants du Québec signalaient plus souvent des difficultés (86 %) que ceux des

autres régions, où les taux étaient les suivants : Ontario (80 %), Colombie-Britannique (78 %), provinces de l'Atlantique (74 %) et Prairies (74 %). Suivant la même tendance, les répondants francophones étaient plus à risque d'avoir vécu de telles difficultés (86 %) que les répondants anglophones (77 %).

Les organismes à but non lucratif ont aussi rencontré des difficultés accrues en matière de recrutement et de rétention (82 %) par rapport aux organismes à but lucratif (70 %). Les difficultés augmentent aussi proportionnellement à la taille des organismes : ceux ayant un budget de 1 000 000 \$ ou plus rapportaient davantage de difficultés (89 %) que ceux ayant un budget de 74 999 \$ ou moins (68 %).

6.3.3 Santé mentale et bien-être

Comme chez les artistes et les groupes, la majorité des organismes (84 %) ont rencontré des difficultés liées à la santé mentale et au bien-être de leur personnel ces deux dernières années. Chez environ le tiers d'entre eux (36 %), ces difficultés se sont avérées considérables ou extrêmes.

Les bénéficiaires faisaient davantage état de problèmes touchant la santé mentale et le bien-être (86 %) que les non-bénéficiaires (75 %). Une analyse plus fine révèle que les organismes qui reçoivent une subvention de base du Conseil des arts étaient plus susceptibles que les autres (89 %) de rencontrer de tels problèmes, puisque deux sur cinq (40 %) ont dit faire face à des difficultés considérables ou graves.

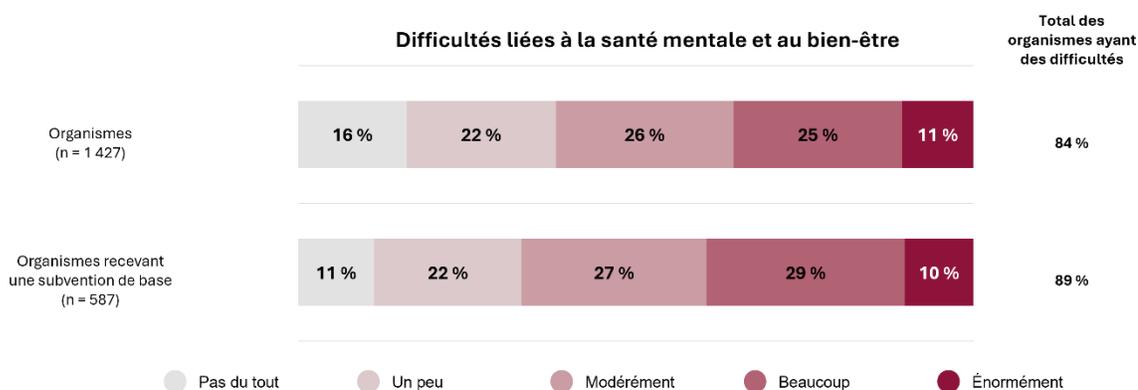


Figure 15 : Difficultés liées à la santé mentale et au bien-être au sein des organismes

Les répondants anglophones signalaient davantage de telles difficultés (87 %) que les francophones (78 %). Ces difficultés étaient d'ailleurs exacerbées par la taille des organismes, puisque ceux ayant un budget de fonctionnement de 1 000 000 \$ ou plus avaient beaucoup plus de risques d'être aux prises avec des difficultés de santé mentale et de bien-être (92 %) que ceux ayant un budget de 74 999 \$ ou moins (72 %). Ces données reflètent les résultats présentés plus haut concernant le recrutement et la rétention de personnel, un domaine dans lequel les organismes de grande envergure ont aussi dit avoir plus de difficultés. Les problèmes de recrutement, de rétention, de santé mentale et de bien-être se font aussi plus criants à mesure qu'augmente le budget de fonctionnement des organismes.

6.4 Programmation et participation du public (organismes)

Les organismes ont aussi été confrontés à des difficultés considérables pour préserver les retombées de leur programmation ces deux dernières années. Si le public et la participation ont globalement augmenté tant en personne qu'en ligne, la hausse des dépenses et la chute des revenus rendent cette augmentation peu durable sans financement supplémentaire. Ces facteurs, ajoutés à des difficultés

persistantes en matière de gestion de personnel et de stabilité financière, illustrent bien les immenses défis auxquels a été confronté le secteur artistique durant cette période.

6.4.1 Préservation des retombées

La plupart des organismes (91 %) ont déclaré qu'il leur avait été difficile de préserver les retombées de leur programmation dans les deux dernières années. Le tiers (33 %) ont indiqué qu'il leur avait été très ou extrêmement difficile de le faire.

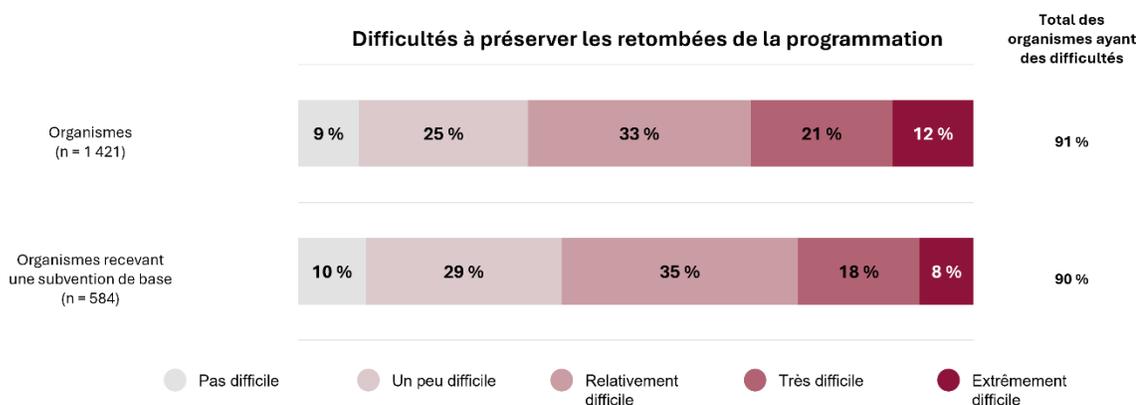


Figure 16 : Difficultés à préserver les retombées de la programmation

Qu'ils aient bénéficié de financement ou non, presque tous les répondants ont eu des difficultés à préserver les retombées de leur programmation. En effet, 91 % des bénéficiaires et des non bénéficiaires ont mentionné cet enjeu. Bon nombre d'organismes non bénéficiaires ont estimé qu'il leur avait été très ou extrêmement difficile de le faire (41 %), mais seuls 31 % des organismes bénéficiaires et 27 % des organismes recevant une subvention de base étaient dans cette situation. Ce constat illustre l'importance du financement dans la préservation des retombées par les organismes.

6.4.2 Variation de la participation du public

Même face à ces difficultés, la majorité des organismes ont indiqué que la participation ou la mobilisation des publics avait augmenté ces deux dernières années. La moitié (51 %) ont déclaré que la participation ou la mobilisation des publics en présentiel avait augmenté, tandis que deux sur cinq (40 %) ont observé une augmentation en ligne.

Le quart des répondants (24 %) ont dit ne pas avoir observé de différence dans la participation du public en ligne, tandis que 13 % en disaient autant pour la participation en personne. Parallèlement, 36 % des répondants ont noté une baisse dans la participation et la mobilisation des publics en ligne et en personne.

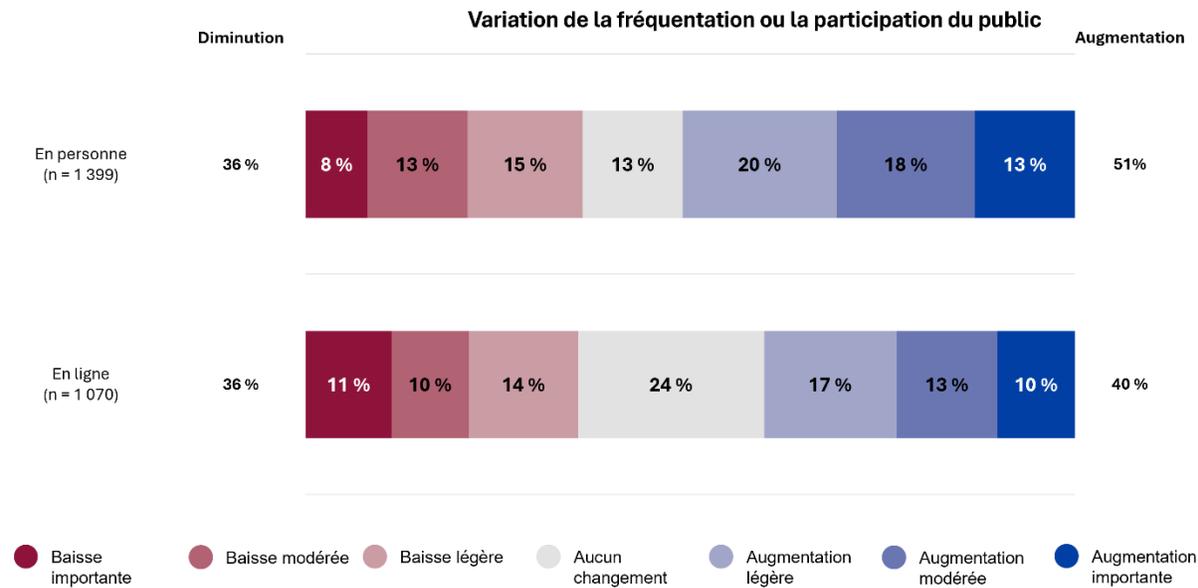


Figure 17 : Variation de la fréquentation ou de la participation du public des organismes

6.5 Retombées du financement public

Le financement public a offert un appui essentiel au secteur artistique à ce chapitre. Nombre d’artistes, de groupes et d’organismes ont en effet dit qu’il les avait aidés à élargir leurs activités, à expérimenter et à atténuer leur stress financier. On note aussi des retombées positives qui vont au-delà des avantages pour les bénéficiaires directs du financement et qui profitent à l’ensemble de la communauté. La majorité des répondants ont indiqué que le financement public avait amélioré la visibilité de leur pratique artistique, contribué au bien-être de leur communauté et soutenu l’économie locale. Ce financement est crucial pour accroître la viabilité du secteur et aider celui-ci à continuer de contribuer véritablement à la société.

6.5.1 Financement public externe

Parmi les répondants n’ayant reçu aucun financement du Conseil dans les deux dernières années, 38 % des artistes et des groupes et 79 % des organismes ont indiqué avoir reçu du financement public d’autres sources durant cette période, ce qui met en évidence l’importance de ce type de financement pour le secteur artistique.

Non-bénéficiaires recevant du financement public

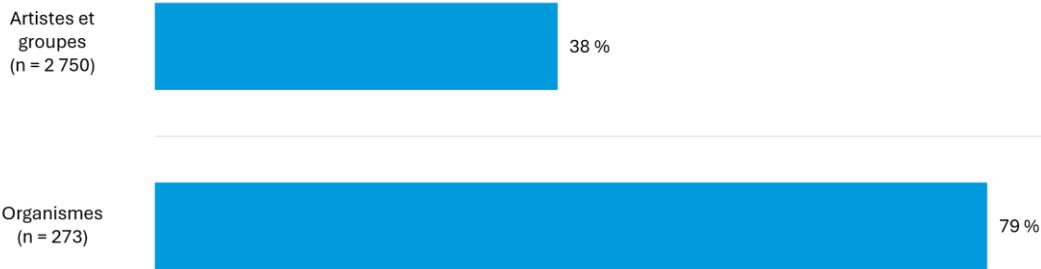


Figure 18 : Financement public externe

On observe des différences notables quant à l'obtention de financement public dans les diverses catégories de répondants. Les groupes avaient beaucoup plus de chances d'en avoir reçu (52 %) que les artistes (37 %). Des différences régionales sont aussi évidentes, puisque les répondants de certains endroits étaient moins susceptibles d'en avoir reçu que d'autres (c'était le cas de seulement 29 % de ceux de la Colombie-Britannique et de 21 % de ceux de l'extérieur du Canada). Le facteur linguistique est aussi à prendre en compte, puisque les répondants francophones avaient plus de chances d'en avoir obtenu (46 %) que les répondants anglophones (35 %). En ce qui concerne les champs de pratique, les répondants œuvrant en théâtre (49 %) et en danse (52 %) avaient plus de chances d'en avoir reçu que ceux des autres disciplines.

Les organismes sans but lucratif avaient considérablement plus de chances d'avoir reçu du financement public (83 %) que les organismes à but lucratif (59 %). Ceux qui possèdent ou exploitent à long terme des installations ou une salle étaient aussi beaucoup plus susceptibles d'en avoir reçu (92 %) que ceux n'ayant pas de telles responsabilités (74 %). En ce qui concerne la taille des organismes, ceux ayant un budget de fonctionnement inférieur à 75 000 \$ avaient beaucoup moins de chances de se voir octroyer du financement public (60 %) que les organismes de plus grande envergure.

Ces données révèlent des différences dans l'accès au financement en fonction d'un éventail de variables, ce qui illustre le besoin d'une meilleure compréhension de l'accès au financement à différents niveaux dans les régions.

6.5.2 Retombées sur les artistes, les groupes et les organismes

Lorsqu'on a demandé aux artistes, groupes et organismes si le financement public les avait aidés ces deux dernières années, la majorité a répondu par l'affirmative. Les fonds reçus les ont notamment aidés à étendre ou à améliorer leurs activités, leur ont donné la possibilité de faire des expériences, d'innover ou d'essayer de nouvelles choses, ont réduit leur stress financier et ont favorisé la création de nouvelles relations importantes.

Certains individus ont en outre mentionné que le financement public les avait aidés à stabiliser leur situation financière, à protéger leurs moyens de subsistance et à poursuivre leur pratique artistique. Certains organismes ont dit que ce financement avait soutenu leurs efforts pour accroître leur résilience

et leur stabilité financière. Les retombées du financement public sur ces activités illustrent l'importance et la nécessité d'une croissance dans le secteur artistique.

Tableau 2 : Retombées du financement public sur les artistes, les groupes et les organismes (taux de répondants en accord)

Taux de répondants en accord			
	Artistes et groupes	Organismes	Organismes recevant une subvention de base
Étendre ou améliorer les activités	86 %	69 %	59 %
Faire des expériences, innover ou essayer de nouvelles choses	86 %	67 %	61 %
Réduire notre stress financier	82 %	75 %	74 %
Créer de nouvelles relations importantes	80 %	62 %	57 %
Acquérir de nouvelles connaissances ou de nouvelles compétences	79 %	54 %	54 %
Partager des compétences et des ressources	74 %	59 %	57 %
Embaucher ou engager d'autres personnes	74 %	58 %	51 %
Définir ma/notre vision	76 %	48 %	44 %
Autre	83 %	82 %	89 %

Globalement, le financement public a eu des retombées majeures sur les artistes et les groupes. Il a favorisé diverses réussites et a aidé les répondants à étendre et à améliorer leurs activités, mais aussi à expérimenter et à innover. En soulignant les bénéfices élargis du financement public, une personne répondante a indiqué que ces fonds lui avaient permis « d'améliorer sa stabilité financière et son équilibre travail/vie personnelle, et donc sa santé mentale ». Ce financement a aussi aidé les artistes à poursuivre leur pratique, puisqu'une autre personne a indiqué que ces fonds avaient permis la création « d'œuvres de plus grande qualité, [qu'elle a] diffusées avec fierté ». De même, les organismes ont expliqué en quoi le financement public avait favorisé leur résilience et leur viabilité. Quelqu'un a indiqué que le financement l'avait aidé à « adopter des pratiques durables ». Dans l'ensemble, ces témoignages illustrent le rôle essentiel du financement public dans l'appui et la consolidation du secteur artistique.

6.5.3 Retombées sur les communautés

Lorsqu'on a demandé aux répondants quel avait été l'impact sur leur communauté du financement public reçu, les trois quarts au moins ont dit qu'il avait contribué à rehausser la visibilité de leur pratique ou de leur communauté artistique au Canada ou à l'étranger et à améliorer l'économie locale ou le mieux-être d'une communauté.

Tableau 3 : Retombées du financement public sur les communautés (taux de répondants en accord)

	Taux de répondants en accord	
	Artistes et groupes	Organismes
Contribuer au bien-être d'une communauté	76 %	86 %
Améliorer la visibilité d'une pratique ou d'une communauté artistique au Canada ou à l'étranger	78 %	80 %
Contribuer à l'économie locale	75 %	83 %
Favoriser la compréhension et un dialogue fructueux entre cultures ou groupes différents	72 %	76 %
Soutenir la revitalisation ou la pérennité de la culture autochtone	41 %	60 %

De manière générale, le financement public a eu une vaste influence, puisqu'il a permis aux artistes, groupes et organismes d'avoir un véritable effet dans leur communauté.

7 CONCLUSION

Les constats tirés de cette recherche révèlent que dans le paysage actuel, le secteur des arts continue de connaître des difficultés considérables sur les plans des finances, des opérations et de la santé mentale. Les individus, groupes et organismes vivent aussi de l'instabilité financière, une baisse des revenus et une augmentation des dépenses, signe de l'ampleur des répercussions sur le secteur.

Malgré ces difficultés, les individus, les groupes et les organismes souhaitent entreprendre une transformation et s'adapter pour accroître leur viabilité. Le financement public est essentiel pour soutenir cette transformation, en particulier en ce qui concerne la diversification des flux de rentrée, le développement des marchés et des réseaux et la hausse de la participation du public. Le financement public favorise la visibilité des communautés artistiques et le bien-être dans les milieux, ce qui entraîne des retombées qui transcendent le secteur et démontre, une fois de plus, l'importance d'investir de manière pérenne dans les arts pour enrichir les communautés canadiennes et créer un paysage culturel dynamique.